



Résolution adoptée

RESOLUTION SUR LE PROCHE ORIENT

Le Congrès du PSE, réuni à Porto les 7 et 8 décembre 2006, exprime sa profonde inquiétude face à la situation sociale, politique et économique au Proche-Orient, surtout eu égard aux conflits libanais et israélo-palestinien et à leurs conséquences pour une région qui aspire légitimement à la paix, à la stabilité politique et le progrès social et économique.

En tant que socialistes et sociaux-démocrates européens, nous ne restons pas impassibles face aux causes et aux conséquences de l'horreur et de la peur qui rendent les peuples palestinien, israélien, libanais et irakien exsangues. Le PSE condamne fermement tout acte et organisations terroristes. La situation s'est tellement détériorée qu'elle exige une action décidée et urgente de notre part, en tant qu'états membres de l'Union européenne et pays engagés au sein de la communauté internationale.

Le PSE suit de très près la situation au Liban. Le PSE appelle politiques et les citoyens du Liban à résoudre leurs différents en suivant la voie pacifique et démocratique afin de dépasser les tensions actuelles. Le PSE apporte son plein soutien au gouvernement libanais, garant des progrès démocratiques du Liban. Le gouvernement libanais doit poursuivre son action afin de reconstruire le pays et en faire un état indépendant et libre, qui n'encourage ni les menaces ni les pratiques non démocratiques.

Le PSE condamne fermement l'utilisation de la violence à des fins politiques et les attaques et assassinats des représentants politiques et des personnalités publiques. L'objectif de la création d'un tribunal international sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafiq Hariri doit être atteint.

Le PSE est convaincu que le conflit israélo-palestinien doit être la priorité absolue de la communauté internationale. Le droit à l'existence et à vivre en paix et sécurité d'Israël doit être reconnu et garanti par la communauté internationale de même que par les pays et intervenants de la région. Un Etat palestinien viable, sur la base des frontières de 1967 doit être établi rapidement, comme stipulé dans la feuille de route élaborée par le Quartet.

Le PSE est profondément préoccupé par la détérioration de la situation économique, sociale et humanitaire dans la bande de Gaza. Le récent cessez-le-feu doit déboucher sur une nouvelle situation axée sur la reconstruction des infrastructures, la libre circulation des personnes et des biens, l'amélioration des services sociaux et de santé, la libération des recettes fiscales



bloquées par Israël, le droit à la sécurité pour les habitants de Gaza et la stabilisation de la situation politique.

Le PSE veut apporter son soutien à l'initiative de Gerona sur la situation au Proche Orient, et insiste sur les éléments suivants :

- Arrêt immédiat de la violence en Palestine et en Israël
- Formation d'un gouvernement d'unité nationale en Palestine, afin qu'il puisse être reconnu par la communauté internationale
- Echange des prisonniers, y compris le soldat israélien enlevé il y a quelques mois à Gaza et les dizaines de ministres et de députés palestiniens...
- Réouverture du dialogue politique entre Israël et la Palestine, avec une rencontre entre le premier ministre Ehud Olmert et le président Abu Mazen.
- Envoi d'une mission d'observation internationale à Gaza afin de renforcer le cessez-le-feu.
- Elargissement du consensus dans les instances et forums internationaux et tenue d'une conférence de paix pour le Proche Orient, avec des engagements clairs entre les parties impliquées.

Le PSE appelle l'Union européenne à prendre la tête des efforts de paix et de dialogue dans la région. L'Europe et ses institutions sont de plus en plus engagées et impliquées dans le processus de paix au Proche-Orient, comme le montrent la FINUL et l'EUBAM à Rafah. Le processus doit à présent permettre la participation de plus de pays et de formations politiques et se faire l'écho des nouvelles voix qui surgissent avec force dans son cadre. Nous proposons que le dialogue politique entamé dans le cadre du processus euro-méditerranéen soit réactivé immédiatement par l'Union européenne afin qu'il contribue à la recherche de solutions de paix et de dialogue durables ainsi qu'au développement de l'ensemble de la région. Le Processus de Barcelone a signifié un tournant pour l'Union européenne face à un grand nombre de défis en matière de coopération avec la Méditerranée et l'espace euro-africain, et qui ont trait aux droits de l'homme, à la sécurité, au développement durable, à la gestion de la démographie et à la coopération économique et culturelle.

Le PSE appelle à la promotion du dialogue avec le monde arabe. Il est crucial de développer une Alliance des civilisations afin d'empêcher les conflits qui résultent du nationalisme, du fondamentalisme et des différences religieuses. Au contraire, la diversité culturelle fait partie de notre héritage mondial.

Le PSE créera un groupe à haut niveau sur le Proche-Orient qui se consacrera à promouvoir ces objectifs afin d'ouvrir une nouvelle ère de stabilité et de prospérité dans une région démocratisée. Le PSE soutient des campagnes afin d'impliquer les activistes du PSE.

Le PSE exprime son soutien à toutes les forces démocratiques de la région qui font la promotion de la justice, des droits de l'homme, de sociétés ouvertes et des valeurs progressistes. Il travaillera en étroite coopération avec l'IS et les partis frères dans la région.

